



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

exercice de la profession

Question écrite n° 65939

Texte de la question

M. Yves Bur * attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les modalités de l'introduction de l'euro. En effet, si les entreprises du commerce et de l'artisanat de l'alimentation sont conscientes de l'enjeu que représente le passage à l'euro, il n'en demeure pas moins qu'en leur qualité d'acteurs en prise directe avec la réalité elles mesurent très concrètement les contraintes. Pour le passage à l'euro, à l'inverse de ses voisins allemand et italien qui ont choisi de s'appuyer sur le seul réseau bancaire, la France fait reposer la charge de mise en circulation de la nouvelle monnaie sur les entreprises de proximité sans qu'aucune compensation financière ne soit prévue, mais en annonçant un renforcement des contrôles de l'administration sur les prix. Or durant la période du 1er janvier au 17 février 2002 ces entreprises vont devoir assurer la gestion d'un double fond de caisse, le risque de pénurie de monnaie fiduciaire et faire face aux problèmes de sécurité. Pour assumer financièrement ces contraintes, les entreprises demandent l'ouverture d'un crédit d'impôt exceptionnel pour le passage à l'euro, l'augmentation de la garantie de paiement des chèques à 30 euros et la suppression de la commission des banques pour le paiement par carte bancaire inférieur à 30 euros pendant la période de double circulation. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui préciser ses intentions sur ces différentes propositions.

Texte de la réponse

Les artisans et les commerçants de proximité jouent un rôle important lors de l'introduction de l'euro fiduciaire, car ils sont en relation quotidienne avec les consommateurs. C'est pourquoi le Gouvernement s'est montré particulièrement attentif à leur accompagnement. L'article 19 de la loi portant mesures urgentes à caractère économique et financier prévoit, pour les petites et moyennes entreprises, la création d'un amortissement exceptionnel sur douze mois des matériels destinés exclusivement à permettre l'encaissement des espèces et les paiements par chèques et cartes bancaires en euro, ce qui correspond à la principale dépense supportée par les petits commerçants à cette occasion, ainsi que la déduction immédiate des dépenses d'adaptation des immobilisations au passage à l'euro. Ce dispositif d'amortissement exceptionnel permet d'ores et déjà de réduire de façon significative le coût supplémentaire inhérent au changement des équipements. S'agissant des commissions perçues sur les paiements de petit montant pendant la période de double circulation, le Gouvernement a toujours été favorable à une solution négociée entre les organismes bancaires ou postaux et les commerçants. Néanmoins, en l'absence de telles négociations, le Gouvernement a accueilli positivement un dispositif de plafonnement des commissions qui évitera ainsi aux commerçants d'avoir à supporter financièrement une éventuelle augmentation du volume des paiements par cartes bancaires. C'est le sens des dispositions qui ont été instaurées par l'article 56 de la loi de finances rectificative pour 2001. En ce qui concerne la garantie de paiements des chèques, il n'est pas envisagé de promouvoir, à l'occasion du passage à l'euro, une réévaluation du seuil de garantie institué par la loi du 3 janvier 1975 qui irait à l'encontre de l'évolution des moyens de paiement en favorisant l'utilisation de chèques de faible montant au détriment d'instruments de paiement mieux adaptés. Par ailleurs, un relèvement du seuil pourrait avoir pour effet de réduire la vigilance de émetteurs de chèques et des commerçants, qui seraient alors moins portés à procéder aux vérifications

élémentaires, fragilisant ainsi le dispositif de lutte contre l'utilisation de chèques sans provision ou de chèques volés. La réévaluation du seuil de garantie risquerait alors de se retourner contre les consommateurs et les professionnels.

Données clés

Auteur : [M. Yves Bur](#)

Circonscription : Bas-Rhin (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 65939

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 septembre 2001, page 5293

Réponse publiée le : 28 janvier 2002, page 452